

AU CŒUR DES ENJEUX

La division sexuelle du travail

Elsa Beaulieu

PAR ELSA BEAULIEU



3

Quel est le rapport entre femmes, féminisme et souveraineté alimentaire ? Au Nord comme au Sud, en ville comme à la campagne, « l'économie », l'agriculture et le gros du commerce des aliments sont encore aujourd'hui « des affaires d'hommes », des secteurs où les positions de pouvoir sont occupées par les hommes et où les femmes, leur travail et leurs revendications restent largement invisibles et dévalorisés. Pourtant, de la semence à l'assiette, les femmes jouent un rôle central dans la production, la distribution et la transformation des aliments. Les restructurations actuelles du système alimentaire mondial les affectent de multiples manières, et elles sont au cœur des luttes politiques pour la justice économique, sociale et environnementale. Regard féministe sur les enjeux de la lutte pour la souveraineté alimentaire.

Inégalités entre femmes et hommes en agriculture

Lorsqu'on pense aux luttes pour la souveraineté alimentaire, ce sont les enjeux liés directement à l'agriculture qui viennent en premier à l'esprit. Ce concept a jusqu'ici été principalement porté par des mouvements paysans, au premier chef la grande coalition internationale Via Campesina. Les femmes à l'intérieur de Via Campesina, en particulier au Sud mais aussi au Nord, travaillent activement depuis des années à s'auto-organiser, à donner de la visibilité aux situations que vivent les femmes paysannes et à mettre de l'avant des analyses féministes des enjeux liés à l'agriculture. La Marche mondiale des femmes, une coalition féministe réunissant des milliers de groupes de femmes et des dizaines de coordinations nationales sur les cinq continents, participe aussi de cette lutte. En février 2007, elle a contribué à organiser et coordonner le Forum international Nyéléni sur la souveraineté alimentaire, aux côtés de Via Campesina, des Amis de la Terre international, et plusieurs autres mouvements et réseaux d'organisations [1].

Cette auto-organisation des femmes dans la lutte pour la souveraineté alimentaire est nécessaire parce qu'au Nord comme au Sud, le machisme et la domination masculine sont tenaces en agriculture et dans les communautés rurales. L'idéologie dominante prétend que l'agriculture est un travail d'hommes, et que les femmes sont des « aides », en dépit de l'importance de leur contribution à la survie et à la viabilité des fermes. Dans les faits, au Canada par exemple, les femmes agricultrices effectuent beaucoup de tâches agricoles et administratives, cultivent, transforment et vendent des produits alimentaires, travaillent à l'extérieur pour compenser la baisse du revenu agricole, ou encore prennent en charge les tâches de leur conjoint sur la ferme lorsque celui-ci part travailler à l'extérieur. Elles diminuent les coûts d'exploitation en lavant les vêtements de travail et en nourrissant la main-d'œuvre engagée, gèrent l'économie familiale, effectuent les travaux domestiques, coordonnent les tâches et activités de l'ensemble de la famille, élèvent les enfants, aident tout le monde à garder le moral dans les périodes difficiles et prennent soin des personnes malades ou en perte d'autonomie [2].

Pourtant, même si depuis toujours les femmes agricultrices travaillent autant, sinon plus, que les hommes, leur travail n'a été « officiellement » (et *en principe*) reconnu que très récemment. C'est au cours des années 1980 que les femmes collaboratrices de leur mari dans une entreprise familiale ont graduellement obtenu le droit à un salaire formel et à certains des avantages sociaux qui s'y rattachent (l'assurance-chômage, par exemple). Ce n'est qu'à partir de 1991 que le recensement sur l'agriculture permettait de déclarer plus d'un exploitant – ce qui signifie qu'avant cette date il n'existait pratiquement aucune donnée sur les femmes en tant qu'exploitantes agricoles, puisque c'était le mari qui était automatiquement considéré. Malgré que ces modestes gains datent de pratiquement 20 ans (sans compter que ces luttes pour la reconnaissance sont loin d'être achevées et se poursuivent encore aujourd'hui), une étude de Condition féminine Canada datée de 2006 montre que les iniquités, le machisme et l'invisibilité du travail des femmes en agriculture persiste, que ce soit dans les fermes, les syndicats et associations agricoles ou les institutions bureaucratiques gouvernementales.

Nous utilisons l'exemple de la situation des femmes agricultrices au Canada pour montrer que les inégalités entre hommes et femmes dans ce secteur, et donc la surexploitation du travail (en majorité non rémunéré) des femmes, ne sont pas qu'une affaire de pays « sous-développés » ou « en voie de développement ». Il va sans dire que ces inégalités existent partout dans le monde, et souvent sous une forme exacerbée dans les pays du Sud. Par ailleurs, les femmes du Sud sont aussi exploitées en tant que main-d'œuvre bon marché dans les grandes plantations, que ces plantations soient localisées au Sud... ou au Nord, comme en témoigne la controverse autour des conditions de vie des travailleuses migrantes (guatémaltèques et mexicaines) employées par la ferme québécoise Fraisebec en août 2007 [3].

Système alimentaire mondial et division sexuelle du travail

À l'échelle du monde, les femmes ne contribuent pas seulement à la production d'aliments en tant qu'agricultrices, ou à sa distribution en tant que petites commerçantes (surtout dans les pays du Sud, mais aussi au Nord), elles contribuent massivement à l'achat, à la transformation des aliments et à l'alimentation des personnes, et ce de manière non rémunérée, au sein des ménages et des familles.

D'une manière générale, on peut dire que l'exploitation du travail non rémunéré, ou très peu rémunéré, des femmes est une des conditions fondamentales d'existence du système capitaliste. Sans le travail « domestique » et de soins aux personnes, qui en réalité constitue la base de la possibilité de la vie en société, il n'y aurait pas de travailleurs et travailleuses disponibles pour vendre leur force de travail aux entreprises. Qui plus est, la diminution des services publics et la détérioration des conditions salariales dans le cadre des réformes néolibérales, au Nord comme au Sud, s'appuient précisément sur le travail non rémunéré des femmes. Ce sont elles qui pallient au manque de services de santé en prenant soin des personnes, ce sont elles qui augmentent de toutes sortes de manières leur quantité de travail et de tâches pour arriver à joindre les deux bouts, pour pallier à la pauvreté croissante des ménages, quitte à éliminer leurs loisirs ou diminuer leur temps de sommeil. Et ce, en milieu rural comme en milieu urbain. Il en est ainsi à cause de ce qu'on appelle la division sexuelle du travail : la division de l'ensemble des tâches nécessaires à la vie en société en tâches « masculines » et « féminines », et la dévalorisation (à la fois symbolique et

économique) des tâches dites féminines. Et cela ne concerne pas que les tâches domestiques ou de soins aux personnes. Sur le marché du travail, les femmes se retrouvent en majorité dans des ghettos d'emploi féminins, et dans pratiquement tous les secteurs leur revenu est inférieur et leurs emplois plus précaires. Bien sûr, la division sexuelle du travail n'est pas exactement la même selon la région du monde où l'on se trouve, selon sa classe sociale, et si on appartient ou non à un groupe minorisé ou racisé. Ainsi, la situation des femmes varie selon leur position dans la division internationale du travail, et dans la position particulière de leur groupe social d'appartenance. Mais d'une manière générale, le système alimentaire mondial actuel est rendu possible par la surexploitation du travail des femmes.

C'est pourquoi il est impératif non seulement d'intégrer des perspectives féministes à toute analyse de la situation de l'agriculture et de l'alimentation dans le monde, mais il est impératif de penser l'utopie de la souveraineté alimentaire, et la lutte qui doit y mener, à partir d'une transformation radicale de la division sexuelle du travail.

Impacts de la restructuration sur les femmes

À cause des inégalités femmes – hommes et de la division sexuelle du travail, les réformes néolibérales et la restructuration de l'agriculture touchent durement les femmes canadiennes vivant dans les régions rurales, dépeuplées par la diminution du nombre de fermes, due elle aussi à ces mêmes réformes néolibérales et à la restructuration de l'agriculture qu'elles provoquent. En effet, les exploitations agricoles sont chaque année plus grosses et plus orientées vers l'exportation, moins nombreuses, et emploient de moins en moins de main-d'œuvre. Les régions rurales se dépeuplent, et les services publics se raréfient. La pression économique sur les fermes est énorme, l'endettement agricole grimpe en flèche, et le revenu net des agriculteurs et agricultrices stagne ou diminue. Le résultat pour les femmes est qu'elles doivent travailler plus pour viabiliser les fermes, maintenir les communautés rurales par du travail bénévole, soutenir les membres de leur famille en temps de crise, prendre soin elles-mêmes des personnes malades ou en perte d'autonomie en l'absence de services de santé adéquats, etc. Et ce dans un contexte où elles n'ont pratiquement aucune voix au chapitre lorsque se prennent les grandes décisions politiques et économiques qui les affectent.

Dans les pays du Sud, plus encore sans doute que dans les pays du Nord, l'ajustement structurel et la restructuration agricole augmentent la charge de travail des femmes : la situation résultante est évidemment pire lorsque la situation initiale, en termes de pauvreté ou de droits des femmes, était déjà extrêmement précaire. En outre, le déclin du revenu agricole provoque une migration masculine encore plus forte dans les pays du Sud, et les femmes se retrouvent souvent pratiquement seules pour assurer l'existence des fermes, conserver les semences et la biodiversité agricole et maintenir le tissu social, et ce dans un contexte où leurs droits fondamentaux, parce qu'elles sont des femmes, ne sont pas respectés. La pauvreté des femmes, et les violences envers les femmes, augmentent. Mais en termes très généraux, les conséquences de ces transformations sur les femmes sont remarquablement semblables d'une région du monde à l'autre.

La souveraineté alimentaire, une lutte sociale

La souveraineté alimentaire est une proposition politique globale qui ratisse beaucoup plus large que le seul « secteur » agricole. En effet, elle suppose et vise la transformation radicale de l'ensemble des systèmes économiques dominants, *ainsi que des systèmes de relations sociales inégalitaires sur lesquels se fondent ces systèmes économiques*. En d'autres mots, il ne peut y avoir de réelle souveraineté alimentaire sans l'élimination des systèmes d'oppression, d'appropriation et d'exploitation des humaines et de la nature, sans l'élimination des inégalités entre classes sociales, entre femmes et hommes, entre le Nord et le Sud, etc. Pourquoi ? Parce que ce sont les inégalités de pouvoirs entre groupes sociaux qui permettent à des classes dominantes d'édifier des systèmes économiques qui les enrichissent et favorisent les industries et les corporations transnationales dont ils sont propriétaires ou actionnaires, qui leur permettent de s'approprier massivement les ressources communes (la terre, l'eau, les semences, les forêts, les pêches, le patrimoine génétique) à leur profit. Et ce, au détriment direct des populations vulnérables, dont une majorité de femmes puisque ce sont elles qui se retrouvent le plus massivement au bas de l'échelle.

C'est du moins la posture générale, la proposition politique qui a été mise de l'avant au Forum international Nyéléni sur la souveraineté alimentaire tenu à Sélingué, au Mali, en février 2007. Il s'agit d'une posture qui tient compte autant des causes et de la nature des problèmes que des impératifs stratégiques des luttes à mener. Puisque les problèmes qui touchent l'agriculture et les mondes paysans ont leurs racines dans la logique d'ensemble du capitalisme et du néolibéralisme, les mouvements paysans ne peuvent les affronter seuls. D'où l'idée de faire du concept de souveraineté alimentaire un vaste cadre politique auquel puissent se rallier l'ensemble des mouvements pour la justice sociale et l'environnement, qu'ils soient ruraux ou urbains.

La souveraineté alimentaire, une lutte féministe ?

Ainsi, la lutte pour la souveraineté alimentaire est clairement sociale. Mais jusqu'à quel point est-elle féministe ? En fait, le défi pour les femmes et pour les féministes est le même dans les coalitions et les mouvements progressistes « mixtes » [4] que dans l'ensemble de la société. Les tendances les plus fortes sont pratiquement toujours les suivantes : réserver la majorité de la crédibilité, du temps de parole et du pouvoir de décision aux hommes, instrumentaliser la considérable capacité de travail et d'organisation des femmes pour leur faire faire des tâches « de soutien », et assimiler les analyses et points de vue masculins à l'intérêt « général », aux « questions centrales » et les analyses et revendications féministes à des cas « particuliers », moins importants, qu'on « oublie » facilement. Réussir à surmonter un tant soit peu ces tendances est invariablement le fruit d'efforts soutenus, voire acharnés, des féministes et proféministes qui militent à l'intérieur de ces mouvements mixtes, d'une part, et d'autre part de la présence et de la pression exercée de l'extérieur par des groupes et des mouvements féministes autonomes. Ni les mouvements paysans, ni les mouvements écologistes, ni les mouvements altermondialistes n'échappent à cette dynamique.

D'un point de vue politique, la réponse à cette question est donc ouverte et dépend des efforts qui sont et seront consacrés à l'intégration d'analyses et de pratiques féministes par les groupes et mouvements qui promeuvent la souveraineté alimentaire. Du point de vue analytique, il ne fait aucun doute que les inégalités entre les hommes et les femmes et la division sexuelle du travail

jouent un rôle central dans le système alimentaire mondial, et que des transformations à ces niveaux font partie des questions centrales de la lutte pour la souveraineté alimentaire.

Alors, en conclusion, pourquoi ne pas saisir l'occasion que nous fournissent les mobilisations et les luttes pour la souveraineté alimentaire pour remettre la division sexuelle du travail en débat sur la place publique ? Par exemple, le partage des tâches non rémunérées entre les femmes et les hommes est un enjeu ayant fait l'objet de relativement peu de luttes réellement collectives, et peu de gains ont été réalisés. Or, il s'agit d'une question économique, sociale et politique tout à fait fondamentale qui devrait être au centre de toute construction d'alternatives. La souveraineté alimentaire, parce qu'elle concerne tout autant les systèmes de production, de distribution, d'achat, de préparation et de consommation des aliments, est une occasion de remettre « le privé », l'organisation du travail et de la consommation au sein des ménages au centre des débats politiques. C'est une occasion extrêmement bien ancrée dans la conjoncture mondiale et nous devons la saisir.

ARTICLE ÉCRIT PAR

[Elsa Beaulieu](#)

P. -S.

Elsa Beaulieu

Doctorante en anthropologie et militante féministe, l'auteure était déléguée de la Marche mondiale des femmes pour l'Amérique du Nord au Forum international Nyéléni sur la souveraineté alimentaire

NOTES

[1] Le Forum international Nyéléni sur la souveraineté alimentaire s'est tenu à Sélingué, au Mali, du 23 au 27 février 2007. Les autres organisations ayant piloté le Forum sont : le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest, la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali, le World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers (WFF), le World Forum of Fisher Peoples (WFFP) et des Représentantes d'ONG membres du Food Sovereignty Network. Voir : www.nyeleni2007.org [<http://www.nyeleni2007.org>]

[2] Les données sur la situation des agricultrices canadiennes sont principalement tirées du document *La politique agricole canadienne sous le regard des agricultrices*, préparé par Carla Roppel, Annette Aurélie Desmarais et Diane Martz et publié en 2006 par Condition féminine Canada.

[3] Voir l'article d'André Noël « Un producteur expulse un prêtre », *La Presse*, 30 août 2007 ; et le communiqué de presse émis le même jour par la Fédération des femmes du Québec.

[4] J'entends par mouvements mixtes les mouvements composés d'hommes et de femmes.